

Réponse à Bertrand Bony
Jean-Marie Harribey
8 octobre 2012

Le site « Réseau salariat » a publié un texte de Bertrand Bony, « Réponse à la critique de J.M. Harribey sur *L'enjeu du salaire* »¹. Il répondait à un commentaire que j'avais publié « Du travail et du salaire en temps de crise, À propos du livre de Bernard Friot, *L'enjeu du salaire* »².

Je ne sais pas si cette réponse a été validée par Bernard Friot, voire a été inspirée par lui. Si c'était le cas, j'en serais heureux parce qu'elle permettrait sinon de mettre un point final (car rien n'est jamais définitif), du moins de marquer un point d'étape décisif.

En effet je retrouve exprimées toutes les hésitations et incohérences que j'ai notées depuis plusieurs années. Je ne peux ici les développer de nouveau. Je me contente de noter seulement quelques-unes.

1) Confusion entre monétaire et marchand (p. 2) et entre non monétaire et non marchand (p. 5).³

2) Contradiction entre deux affirmations :

- « mon salaire est la part qui me revient dans la distribution politique de la **valeur produite par le secteur marchand** en raison de mon statut politique de producteur » (p. 2)

- « Les employeurs paient le salaire collectif de **ceux qui produisent de la valeur hors de leur contrôle** » (p. 3)

On pourrait peut-être dire que la première phrase signifie que la valeur produite dans le secteur marchand dont mon salaire est une part n'est pas toute la valeur de ce secteur, mais cette interprétation qui enlèverait la contradiction est anéantie par la suite.

3) Où est la preuve que « les cotisations correspondent à la part de la valeur monétaire attribuée collectivement aux soins prodigués par les médecins, au salaire des chômeurs, des retraités etc." soient la valeur produite par les bénéficiaires ? Idem pour « Le flux monétaire du versement de la cotisation vieillesse par exemple, à l'occasion des emplois dans le secteur marchand lucratif, est bien la reconnaissance d'une production mais faite hors de l'emploi, par les retraités eux-mêmes, et selon une temporalité qui leur est propre. » (p. 6)

D'autant que reparait en filigrane que la même cotisation rémunère à la fois le soignant et le soigné. Cette chose n'a jamais véritablement été éradiquée par Bernard Friot, malgré quelques tentatives.

4) Où est la cohérence ? : « ce salaire socialisé est ainsi compté deux fois dans le PIB, une première fois dans la valeur ajoutée des entreprises et une seconde lorsqu'il sert à faire l'évaluation des services non marchands "au coût des facteurs" » (p. 3). Or il s'agit d'une confusion entre ce qu'on appelle en comptabilité nationale opérations de production et opérations de répartition. Les comptes nationaux ne sont pas assez fous pour compter deux fois la même chose. Cette erreur est sans doute à la racine d'une affirmation tout aussi erronée de Bernard Friot dans *Le Sarkophage* de ce mois-ci qui nous dit que sur les 1996 Mds€ du PIB en 2011, il y a 542 Mds de services non marchands produits par les travailleurs des administrations, plus 576 Mds de prestations sociales, le total faisant le non-marchand plus

¹ <http://www.reseau-salariat.info/ceffd3e0403d254130ccd11440412410>

² <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2012/04/13/du-travail-et-du-salaire-en-temps-de-crise/#more-267>

³ La pagination est celle du document pdf envoyé par Bertrand Bony.

grand que le marchand, sans se rendre compte que puisque le non-marchand est d'après lui inclus dans le prix des marchandises, on comprend mal comment quelque chose est contenue dans une autre plus petite. Franchement, cela devient extravagant d'affirmer : « toute distribution monétaire doit être incluse dans le prix des marchandises » (p. 6) et on retombe sur la contradiction relevée en 2) ci-dessus.

5) « Ce que fait le système du crédit, c'est donc pour l'essentiel allouer des sommes existantes ». On rejoint donc en filigrane la thèse néoclassique de l'épargne préalable ou bien le « 100% monnaie » à la Maurice Allais. Autre point de désaccord : la création de monnaie bancaire dans une période (pas à un instant t) est le *solde* des crédits et des remboursements. Durant une période, la création de monnaie a été le fait de la Banque centrale (refinancement des banques, créances éventuelles au Trésor et conversion nette de devises) + le solde des crédits/remboursements des banques ordinaires (qu'elles soient privées ou publiques ne change rien à ce point).

6) Qu'il soit bien clair que nous sommes dans le même camp politique de la transformation radicale. Le différend ne porte pas sur la socialisation de l'investissement pour opérer cette transformation. Il porte essentiellement sur une question d'ordre méthodologique et épistémologique. Bernard Friot s'est saisi opportunément de la thèse que je forge depuis plus d'une décennie sur le travail productif dans la sphère non marchande (je dis bien non marchande). Mais il s'en est servi en la tordant et en lui faisant dire ce qu'elle ne peut dire. D'ailleurs, comme rappelé ci-dessus, il ne peut apporter la preuve que la cotisation sociale paye le travail du soignant et du soigné, et pour cause. Dès lors, il se range derrière une affirmation avec laquelle je ne peux être en désaccord, mais qui ne répond pas au problème logique que je pose en opposition à : « mon salaire est la part qui me revient dans la distribution politique de la valeur produite par le secteur marchand en raison de mon statut politique de producteur. » Nous sommes d'accord sur le fait que la *distribution* des revenus se fait sur la base de critères éminemment politiques si l'on appelle ainsi les rapports de force, mais nous discutons d'un autre problème, celui de la production. Bernard Friot commet à mon sens l'erreur combattue par Marx quand il critiquait les classiques et leur « formule trinitaire » des revenus. Bertand Bony écrit : « Les cotisations correspondent à la part de la valeur monétaire attribuée collectivement aux soins prodigués par les médecins, au salaire des chômeurs, des retraités, etc. » *Attribuée*, certes, *produite* par les médecins pour le soin, d'accord, mais quid du retraité ? Personne ne répond à la question que je pose à Bernard Friot depuis que nous débattons : si je ne fais rien de la journée, j'ai les pieds en éventail et je bâille, qu'est-ce que je produis ? Bernard Friot a une intuition juste, qui est aujourd'hui partagée par beaucoup qui ont quitté un raisonnement économiciste : la valeur est une question sociale, je veux dire une question de validation sociale, soit par le marché, soit par décision politique. Mais cette validation ne repose pas sur du vent, sur le vent que je souffle en bâillant aux corneilles. L'activité libre à laquelle je me livre en étant à la retraite n'a pas besoin de validation sociale, elle est totalement individuelle. Et même si je produis des valeurs d'usage, je ne produis pas de valeur qui devrait pour cela recevoir une validation sociale. Celle-ci n'étant pas, je ne produis pas de valeur. Et d'ailleurs, si Bernard Friot était logique, c'est à cette conclusion qu'il devrait aboutir pour être cohérent avec ses prémisses : je dis bien validation sociale de la production et non pas seulement validation sociale de la distribution.